

## [LE PRÉSIDENT FIDEL CASTRO RÉITÈRE SON OFFRE D'AIDE MÉDICALE AU PEUPLE ÉTASUNIEN AU COURS DE LA TABLE RONDE TÉLÉVISÉE, 2 SEPTEMBRE 2005](#) **[1]**

### **Date:**

02/09/2005

J'ai dû improviser cette intervention, comme cela arrive parfois quand les événements se précipitent. Je vais vous expliquer pourquoi.

Hier, le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack, a donné une conférence de presse, comme à son habitude. Voilà ses déclarations textuelles :

Salle de presse du département d'Etat, Washington, jeudi 1erseptembre 2005, 12 h 46.

A cette heure-là, nous étions en pleine session de l'Assemblée nationale, nous occupant de questions importantes, dont un point ayant à voir avec la tragédie survenue aux Etats-Unis. M. McCormack a donc dit :

Bonjour. Je tiens à commencer en faisant une actualisation rapide d'une question qui vous intéresse tous : les efforts concernant l'aide à la suite du passage de l'ouragan Katrina et les offres d'aide reçues de l'étranger.

Je dois dire tout d'abord que nous avons reçu de nombreuses offres généreuses d'aide de la part de gouvernements étrangers et d'organisations étrangères, et Mme la secrétaire Rice, après consultations avec la Maison-Blanche, a dit clairement que nous accepterions toutes les offres d'aide étrangère. Nous accepterons tout ce qui peut contribuer à alléger la situation difficile, la situation tragique des personnes vivant dans la zone touchée par l'ouragan Katrina.

Je peux vous fournir une liste. La liste augmente d'ailleurs quasiment d'heure en heure.

Nous avons reçu de généreuses offres d'aide générale, mais aussi spécifique de plusieurs pays et organisations, dont la Russie, le Japon, le Canada, la France, le Honduras, l'Allemagne, le Venezuela, l'OEA, la Jamaïque, l'OTAN, l'Australie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suisse, la Grèce, la Hongrie, la Colombie, la République dominicaine, El Salvador, le Mexique, la Chine, la Corée du Sud, Israël et les Emirats arabes unis.

Je tâcherai de vous tenir au courant à mesure que la liste s'allonge. Et elle le fait heure après heure.

Ce n'est que plus tard, presque le soir, une fois conclue la session de l'Assemblée nationale, que j'ai pu lire les dépêches, et même pas toutes. Nous avons toutefois reçu des informations dans la matinée, dont cette dépêche que je viens de vous lire.

Ce qui m'oblige à éclaircir la position de Cuba. En effet, de nombreux amis des Etats-Unis et d'ailleurs, qui savent que notre pays a l'habitude d'offrir son aide dans des cas pareils, indépendamment des

conflits et des clivages politiques et idéologiques, ou d'autre nature, ont commencé à nous téléphoner, s'étonnant que nous n'ayons offert aucune aide aux USA devant la tragédie causée par Katrina.

Comme ces appels ne cessaient pas, j'ai donc décidé de faire cette déclaration-ci, dont la teneur coule de source. Il ne s'agit pas d'une simple question de relations publiques, tant s'en faut, mais de quelque chose d'important, y compris du point de vue pratique.

Je vais vous lire une brève chronologie relative à l'aide que le gouvernement cubain a offerte au gouvernement étasunien à la suite de l'ouragan.

25 août 2005.

L'ouragan Katrina frappe la Floride, y provoquant des pertes humaines et d'importants dégâts matériels.

29 août 2005. Après avoir atteint la catégorie 4 de l'échelle Saffir-Simpson, l'ouragan Katrina dévaste les Etats de la Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama. Les premières nouvelles sur l'ampleur de la tragédie commencent à circuler.

Le 30 août 2005, les dernières rafales soufflaient encore sur ces Etats, comme celui de la Louisiane et d'autres du Sud avec lesquels nous avons des relations commerciales et auxquels nous achetons en tout cas beaucoup de denrées alimentaires. Nous avons même reçu la visite d'autorités de la Louisiane et des autres Etats, en rapport avec les achats que Cuba fait depuis plusieurs années aux Etats-Unis.

De fait, j'ai conversé avec des milliers d'agriculteurs étasuniens, car des centaines sont venus assister à la première foire qui a eu lieu ici. Et j'ai continué de le faire les années suivantes, si bien que j'ai eu des conversations avec des milliers d'agriculteurs et de visiteurs étasuniens, des autorités d'Etats, des gouverneurs, des sénateurs, des représentants...

Le gouverneur de la Louisiane est même venu voilà à peine deux mois, une femme très abordable, intéressée, comme tous les autres gouverneurs, par les questions de son Etat. Ces États-là, qui ont été les plus touchés par le cyclone, sont très pauvres ; l'agriculture y joue un rôle très important, ainsi que les ports par lesquels les produits s'exportent.

Le 30 août 2005, à 11 h 32, j'ai téléphoné à notre ministre des Relations extérieures, le compañero Felipe Pérez Roque, pour lui demander de transmettre sur-le-champ au gouvernement des Etats-Unis, via sa Section d'intérêts ici à La Havane et via notre Section d'intérêts à Washington, un message de condoléances à propos de l'ouragan Katrina et une offre d'aide sanitaire, car nous savions, d'après les nouvelles reçues, qu'une catastrophe était en train de se produire.

Car s'il est un domaine dans lequel nous sommes en mesure de faire une offre d'aide, c'est bel et bien dans celui des soins médicaux, compte tenu de notre expérience dans la lutte contre les cyclones et dans les mesures de protection de la population dans ces cas-là, d'évacuation, de soutien, etc. A la suite de la catastrophe du 11 septembre, notre pays a été le premier à offrir son aide, car nous avons appris que les avions commerciaux ne pouvaient pas atterrir sur les aéroports du pays, et nous avons donc offert aussitôt les nôtres. Nous avons offert ensuite une aide médicale, compte tenu du grand nombre de victimes.

Cuba est plus proche de New York que la Californie : une aide cubaine peut parvenir à New York en trois heures, alors que celle de la Californie met au moins deux fois plus de temps. Nous avons donc offert une aide médicale. Et ce n'est pas ridicule, croyez-moi, de sauver ne serait-ce qu'une seule vie. Il faut parfois disposer d'un sang d'un groupe sanguin très peu courant pour une transfusion. De toute façon, même si vous ne sauvez qu'une vie, il faut le faire.

A 12 h 45, en réponse aux instructions reçues, la directrice du département Amérique du Nord du

ministère des Relations extérieures, Josefina Vidal, a eu une réunion avec le second chef de la Section d'intérêts des Etats-Unis, Edward Alexander Lee, pour lui transmettre verbalement le message en question et lui en remettre une copie écrite.

Nous n'avons donc pas perdu une minute. Josefina, qui est dans ce studio, peut en attester.

Suivant les instructions reçues, la compañera Josefina Vidal a dit textuellement à M. Lee : « Nous tenons à faire une trêve – elle faisait allusion à l'état de nos relations avec le gouvernement des Etats-Unis – compte tenu de la grave situation provoquée par le cyclone Katrina.

Il nous a touché nous aussi, ne l'oubliez pas. Quand il a touché la Floride – au moment de la Table ronde télévisée – il avait renversé des poteaux électriques, causé des pannes de courant. Ç'a d'ailleurs été soudain. La queue de l'ouragan, quand celui-ci a traversé la Floride d'est au sud-est, nous a aussi touchés : il a fallu suspendre de nombreux vols, en détourner d'autres, dont des vols amenant des patients vénézuéliens qui venaient se faire opérer à Cuba. Certains sur Camagüey, d'autres sur Holguín, tandis que des avions à nous n'ont pas pu décoller du Venezuela.

Le lendemain, personne ne savait par où le cyclone allait passer. Il s'est même rapproché de Cuba, il a causé des problèmes en Pinar del Río et provoqué de grosses pluies. Puis il a viré au nord, laissant de fortes pluies, des inondations à certains endroits, des avis de pénétration de la mer et même des pénétrations réelles en Pinar del Río. Donc, le lendemain, Cuba était aussi sous les effets de ce cyclone. Nous savions qu'il allait se diriger vers le nord et qu'il prenait de la force, passant de la catégorie 4 à la catégorie 5, exactement comme le cyclone qui est passé ici voilà quelques semaines à peine.

Josefina a ensuite lu le message du gouvernement, dont la teneur est la suivante :

« Suivant des instructions du gouvernement cubain, je vous fais part de nos condoléances pour les pertes humaines et les dégâts matériels causés par le cyclone Katrina. Je vous fais part de notre disposition à dépêcher sur-le-champ dans les zones touchées les médecins et le personnel sanitaire requis, où que ce soit, ainsi que trois hôpitaux de campagne accompagnés du personnel nécessaire. »

Suivant toujours les instructions reçues, Josefina a conclu devant M. Lee : « Nous ne nous proposons de faire de la publicité avec ça. Nous attendons votre réponse. »

Voilà pourquoi nous n'avons pas rendu cette déclaration publique. Nous ne voulions pas que l'on croie que nous cherchions à nous faire de la pub.

Ce même 30 août,

Le chef de notre Section d'intérêts à Washington, Dagoberto Rodríguez, a été reçu à sa demande au département d'Etat, à 16 h 30, par John Reagan, à qui il fait part du même message transmis à La Havane et laissé le texte écrit.

Le 31 août, à 14 h 15,

Le chef de notre Section d'intérêts à Washington, Dagoberto Rodríguez, a assisté à une réunion convoquée par le département d'Etat avec le corps diplomatique, qui a reçu des informations sur le cyclone Katrina et des indications relatives aux mécanismes d'information et aux institutions liées à la protection contre les catastrophes.

Cette invitation nous a paru quelque chose de tout à fait positif, car ce n'est généralement pas le cas.

C'est donc deux jours après notre offre, hier, le 1er septembre, à l'heure que j'ai indiquée, alors que nous étions à l'Assemblée nationale, que le porte-parole du département d'Etat a fait cette déclaration que je n'ai lue en fait que le lendemain, aujourd'hui, donc, le 2 septembre. D'ailleurs, presque toutes les

nouvelles, je les ai lues aujourd'hui, car j'ai été à l'Assemblée nationale jusqu'à 23 heures et que j'ai reçu ensuite des visiteurs.

Cette déclaration du département d'Etat a provoqué cette avalanche d'appels téléphoniques dont je vous ai parlé. Nous ne voulions pas faire de la pub à ce sujet. Mais que pouvons-nous dire à ceux qui téléphonaient ? Devions-nous nous retrouver dans une position étrange face à l'opinion publique : n'avoir même pas un mot de condoléances pour le peuple étasunien face à une tragédie pareille ? Alors que justement hier, au début de l'Assemblée nationale, sa présidence a proposé l'adoption d'un message de solidarité avec le peuple étasunien ?

Ce message a d'ailleurs été publié intégralement aujourd'hui. Le voici :

Message de solidarité avec le peuple étasunien

Le peuple cubain a appris avec inquiétude les nouvelles relatives aux effets que le cyclone Katrina a eus en Louisiane, au Mississippi et en Alabama. Bien qu'encore incomplètes, les informations permettent de comprendre qu'il s'agit d'une tragédie vraiment extraordinaire.

En matière de destructions physiques et de dégâts matériels, on la considère comme la pire catastrophe naturelle dans l'histoire des Etats-Unis. La Croix-Rouge de ce pays estime qu'elle aura plus à faire que lors de l'attaque atroce du 11 septembre 2001.

Des dizaines de milliers de personnes sont encore attrapées dans des inondations, ont perdu leurs logements, sont déplacées ou réfugiées. Le gouverneur de la Louisiane a qualifié la situation à la Nouvelle-Orléans où le niveau des eaux continue de s'élever de désespérée. Le maire de la ville a déclaré que des centaines, voire des milliers de personnes pourraient avoir péri.

Cette catastrophe, avec sa séquelle énorme de morts et de souffrances, touche toute la population étasunienne, mais frappe surtout plus durement les Afro-Américains, les travailleurs latinos et les Etatsuniens pauvres, lesquels constituent le gros de personnes qui attendent toujours d'être sauvées et conduites à des endroits sûrs, et c'est parmi eux que se trouvent le plus grand nombre de victimes fatales et de personnes restées sans abri.

Ces nouvelles causent de la douleur et de la tristesse aux Cubains. C'est en leur nom que nous tenons à exprimer notre profonde solidarité au peuple étasunien, aux autorités des Etats touchés, aux autorités locales et aux victimes de cette catastrophe. Le monde entier doit sentir cette tragédie comme sienne.

Assemblée nationale du pouvoir populaire

République de Cuba

La Havane, le 1er septembre 2005

L'Assemblée nationale a fait une minute de silence pour les victimes. Un geste vraiment émouvant mais naturel, compte tenu des sentiments de notre peuple envers le peuple étasunien, et respectueux par ailleurs envers les autorités, sans la moindre offense, sans la moindre attaque.

Les nouvelles parlent d'une situation de plus en plus dure. Et donc des milliers, des centaines de milliers, voire des millions de personnes dans le monde doivent s'étonner que Cuba n'ait pas offert la moindre aide, alors que nous sommes ici tout près. Aucun autre pays n'est plus près que Cuba. Bien plus près que le Japon. N'importe quoi qui serait nécessaire arrive bien plus vite au sud des Etats-Unis d'ici que du Japon ou d'Asie. Le porte-parole a même parlé avec admiration, je crois, de Sri Lanka, de l'offre que ce pays a faite malgré ses difficultés. Les Emirats arabes unis, eux aussi, sont bien plus loin.

Nous, nous sommes plus proches que le Honduras, que les pays centraméricains, et même bien plus proche que n'importe quel pays sud-américain. Nous avons fait les calculs : un avion cubain peut atterrir sur n'importe quel aéroport international le plus proche du lieu de la tragédie en une heure et cinquante minutes.

Dire la vérité et signaler notre disposition à coopérer, voilà la raison essentielle de mon intervention ici. Je n'ai pas l'intention de faire des critiques. On ne mentionne pas notre pays dans la longue liste qu'a lue le porte-parole, alors que nous avons été peut-être les premiers. Regardez donc l'heure où les instructions ont été données et le message transmis. Je crois donc que notre offre a été plutôt rapide, et elle porte en plus sur des choses concrètes : dépêcher des médecins sur les lieux de la tragédie, justement le personnel qui fait maintenant défaut à bien des endroits.

Nous ne faisons pas preuve de ressentiment. Nous ne nous plaignons pas non plus. Car, comme nous l'avons fait savoir au second chef de la Section des intérêts, M. Lee, nous ne cherchions pas à nous faire de la pub. Et les autorités étasuniennes ont peut-être compris que nous ne voulions pas la moindre publicité. Je ne veux pas dire par là que l'omission de Cuba sur cette liste a été intentionnelle, ça a été peut-être une erreur. Et puis, même si ça l'avait été, nous ne prendrions pas la mouche pour autant. Nous n'avons jamais rien fait dans l'intention qu'on nous en remercie. Pas seulement cette fois, mais des tas de fois avant.

Somoza était au pouvoir au Nicaragua quand un terrible tremblement de terre a détruit Managua. Et les premiers à arriver sur place ont pourtant été les médecins cubains avec leurs hôpitaux de campagne.

Nous n'avions même pas de relations diplomatiques avec le Pérou et bien d'autres pays, et ça ne nous a pas empêchés de les soutenir sans délai.

Un tsunami vient de se produire à l'autre bout du monde, et nous avons dépêché une brigade médicale dans deux pays. Et c'était coûteux : l'avion que nous avons envoyé n'est pas aussi économique en carburant qu'un Boeing par exemple, et dépêcher une brigade médicale jusqu'en Asie dans un de nos avions coûte des centaines de milliers de dollars, justement à cause du prix du pétrole, sans parler des médicaments, des tentes, qui restent sur place à la fin.

Nous avons fait bien plus en République dominicaine, en Haïti et en Amérique centrale, quand ces pays ont été frappés très durement par des cyclones qui ont causé par exemple des dizaines de milliers de victimes dans cette dernière région. C'est de là que sont nées les brigades qui constituent aujourd'hui un mouvement fantastique ; c'est de là qu'est née aussi l'Ecole latino-américaine de sciences médicales qui est quelque chose d'absolument extraordinaire en tant que service à la région et à l'humanité en matière de formation de médecins, et c'est d'elle que vont sortir les deux cent mille médecins que le Venezuela et Cuba vont former en dix ans.

Tout ceci est justement né de notre esprit de coopération, reconnu maintenant à bien des endroits. Même au Honduras, dont les autorités avaient parlé tout récemment de renvoyer les médecins cubains : mais la population a émis une série de déclarations pour demander que les médecins restent, car ils soignent deux millions et demi de personnes dont personne d'autre ne s'occupe. Oui, la population s'est mobilisée. Nous avons dit de notre part que nous ne retirerions les médecins cubains pour rien au monde, quel que soit les différends, à moins que le gouvernement ne nous le demande. Nos médecins restent même sur place dans des pays en guerre, comme c'est le cas en Haïti où ils ont continué de soigner les malades, les blessés et tous ceux qui en ont besoin.

Voilà comme se conduisent nos médecins, voilà quelle est la morale de nos médecins. Ce sont aussi les principes de notre pays. Les brigades médicales que nous dépêchons, nous ne les retirons pas en cas de conflits diplomatiques, en cas de différends, voire de graves offenses à notre pays. Ce n'est pas le genre de choses que nous faisons. Voilà notre ligne de conduite.

Ce n'est donc pas le moment de se plaindre de cette omission de Cuba sur la liste lue par le porte-parole du département d'Etat. Je tiens à insister là-dessus. Je tiens plutôt à réitérer notre volonté de coopérer avec le peuple étasunien, à plus forte raison après ce que nous avons vu et ce que le monde a vu. Je tiens donc à réitérer textuellement notre position d'une manière encore plus concrète :

Notre pays est prêt à envoyer cette nuit même cent médecins généralistes et spécialistes de médecine générale intégrale qui arriveraient le samedi au petit matin à l'aéroport international de Houston (Texas) et qui seraient ensuite transportés par voie aérienne - ce seraient essentiellement des hélicoptères - fluviale ou terrestre - des moyens amphibies, qui pénètrent parfois dans des zones très inondées - aux points de refuge isolés, aux installations et aux quartiers de la Nouvelle-Orléans où la population ou des familles requièrent des soins médicaux urgents ou des premiers secours. Ce personnel serait équipé de sac à dos contenant vingt-quatre kilos de médicaments essentiels dans ce genre de situations pour sauver des vies, et un minimum d'instruments diagnostiques.

Ils doivent prendre la tension, le pouls et d'autres paramètres. Ce sont des ressources minimales pour faire un examen clinique. Et dans ce domaine, nos médecins ont beaucoup d'expérience, puisque des dizaines de milliers d'entre eux travaillent aujourd'hui même à l'étranger, et bien souvent à des endroits où il n'y a même pas d'appareil de rayons X ou d'échographie, où il n'y a rien, même pas de quoi faire un examen après une prise de sang ou un examen des selles, ce qui les oblige à faire des diagnostics d'une manière purement clinique avec énormément de précision. Ils sont devenus des experts cliniciens, car ils sont habitués à travailler à des endroits du tiers monde dépourvus d'appareils de diagnostic.

Ces médecins pourraient agir soit seuls soit par groupes de deux ou trois, selon les circonstances, aussi longtemps que de besoin.

Cuba est aussi prête à envoyer via Houston ou tout autre aéroport qu'on lui indiquerait cinq cents autres spécialistes en médecine générale intégrale, équipés de la même manière, qui arriveraient à destination vers midi et dans l'après-midi du samedi 3 septembre.

Cuba pourrait aussi dépêcher un troisième groupe de cinq cents spécialistes en médecine générale intégrale qui arriveraient le dimanche 4 septembre dans la matinée.

Ainsi, en moins de trente-six heures, mille cents généralistes équipés de ressources susmentionnées - les sacs à dos - soit un total de 26,4 tonnes de médicaments et de ressources diagnostiques, - mais surtout des médicaments - prêteraient service aux personnes ayant besoin de soins après le passage d'un ouragan aussi dévastateur que Katrina.

Et il a causé d'autant plus de dégâts qu'il s'agit d'une zone de plaine, basse, traversée de nombreux cours d'eau. On dirait aussi que des accidents sont survenus, des barrages ou des retenues qui ont cédé, et d'autres problèmes de ce genre. Un cyclone reste un cyclone, surtout s'il est de la catégorie 5. Celui qui a frappé Cienfuegos était de catégorie 4. Il est entré même avec plus de violence, à mesure qu'il s'approchait.

Ce personnel médical possède l'expérience internationale et les connaissances linguistiques élémentaires pour soigner des patients.

Nous n'attendons plus que la réponse des autorités étasuniennes.

Nos médecins ont été en Afrique du Sud, dans bien des pays anglophones, voire dans des endroits où on ne parle que le dialecte. Mais il est très facile de se comprendre avec un médecin. Un enfant de huit mois, par exemple, ne parle pas, et le médecin peut faire pourtant un diagnostic. Le langage n'est parfois même pas utile, car les médecins ont les connaissances élémentaires nécessaires pour porter un diagnostic.

Pour comprendre l'importance de notre offre, il suffit de lire une dépêche de l'agence EFE datée de la Nouvelle-Orléans aujourd'hui même, 2 septembre. Il vaut la peine de vous la lire :

Avec des hôpitaux sans électricité, les pharmacies de la Nouvelle-Orléans sous un mètre d'eau, des milliers de patients sans aide médicale et la menace croissante d'épidémies, la santé de dizaines de milliers de personnes touchées par le cyclone Katrina est en danger.

La crise que traversent la Nouvelle-Orléans et de grandes régions du sud de la Louisiane est aggravée par le fait que la majorité des dizaines de milliers de personnes bloquées par les eaux sont les plus pauvres des pauvres du pays, des individus atteints de plus de maladies mentales et physiques que d'autres groupes sociaux.

On pouvait avoir, ce jeudi, un exemple tragique des problèmes sanitaires que Katrina et les inondations qui l'ont accompagné ont causés aux habitants de la Nouvelle-Orléans aux portes du centre des congrès de la ville où de vingt à vingt-cinq mille personnes se sont réfugiées.

Le cadavre d'une vieille femme, assise sur une chaise roulante et couverte d'une couverture, repose contre l'un des murs extérieurs du centre. A l'autre bout du centre, deux personnes font un massage cardiaque à un homme allongé inconscient par terre, tentant en vain de lui sauver la vie.

Des personnes âgées, des enfants et des malades parmi les plus pauvres de la Nouvelle-Orléans - où, selon des chiffres officiels, près du tiers des 1 400 000 habitants sont pauvres - [presque un demi-million] ce sont les plus vulnérables qui paient le prix le plus lourd de cette catastrophe.

Des experts ont mis en garde au sujet des conséquences psychologiques que le chaos et la violence régnant à la Nouvelle-Orléans auront sur les enfants frappés de plein fouet par la crise, certains séparés de leurs parents.

Ils ont aussi mis en garde au sujet de l'apparition de foyers de maladies infectieuses comme le choléra et la fièvre typhoïde.

Environ 80 p. 100 de la Nouvelle-Orléans est sous les eaux. Les autorités redoutent que des centaines, voire probablement des milliers de personnes soient mortes ces jours derniers ou restent bloquées par les eaux sur les toits de leurs logements.

Nous parlons donc de prêter une aide à des personnes bloquées dans un édifice, dans un stade, où que ce soit, dans un village. Et notre personnel médical avec ses médicaments irait là où on le lui indiquerait. Ces médecins peuvent sauver des vies, comme par exemple en faisant un massage cardiaque à l'homme dont parle cette dépêche ; ou en donnant un médicament dans ce cas ou dans d'autres, car un médecin peut soulager une situation avec ses connaissances et son jeu de médicaments essentiels. Peut-être aurait-on pu sauver ainsi cette personne sur sa chaise roulante... Allez savoir de quoi elle est décédée.

Bref, nous ne proposons pas de médecins qui iraient à Disneyland ou descendraient dans des hôtels cinq étoiles.

Avec des températures dépassant 30° - ce n'est rien pour un médecin cubain - les corps en décomposition des personnes et des animaux se transforment vite en un bouillon de culture de bactéries.

De plus, les égouts de la Nouvelle-Orléans ont déversé leur contenu dans les eaux stagnantes couvrant les rues de la ville par où doivent passer les habitants qui tentent de fuir.

Par-dessus le marché, on peut observer clairement d'avion des taches de dangereux produits chimiques qui flottent dans les eaux en provenance d'entreprises et d'usines, telles les raffineries ou les

exploitations agricoles situées autour de la Nouvelle-Orléans.

Les experts signalent que le contact avec ces eaux peut causer des infections.

L'administration des aliments et médicaments (FDA) a averti la population de s'abstenir de consommer « des denrées périssables comme la viande, le poisson, le lait et les œufs non dûment réfrigérés, qui peuvent causer des maladies même correctement cuisinés.

Voilà pourquoi, compte tenu de tous ces problèmes, un professionnel est indispensable à ces endroits-là, au cas où il n'y aurait pas de médecins, pour savoir quelle sorte d'aliments on peut ingérer et quelle sorte de conserves. La question est d'envoyer sur place sans délai les premiers secours, dans les vingt-quatre ou quarante-huit heures, pour soigner et sauver des vies, en attendant que les choses s'organisent. Il peut y avoir des centaines d'endroits semblables, et nul ne sait combien de vies l'on pourrait sauver.

Les médecins avec leur sac de médicaments, bien distribués à des centaines d'endroits différents, peuvent être extraordinairement utiles.

A supposer qu'ils aient des moyens de communication, ils pourraient même faire savoir ce dont ils ont besoin, ce qui facilite les choses. Ils portent un diagnostic, analysent, prévoient si une épidémie risque d'éclater, voient les premiers symptômes. Ils seront forcément utiles.

S'il existe une circonstance dans laquelle nos médecins peuvent coopérer, c'est bien celle-ci : de nombreux médecins cubains sont allés dans les forêts, sur les hauts plateaux, partout. Non parce qu'ils sont Cubains, mais parce que ce sont de vrais professionnels. Et nous avons des dizaines de milliers de professionnels de ce genre dans d'autres pays où les autres médecins ne vont pas.

La FDA a aussi averti « de ne consommer aucun aliment qui aurait été en contact avec les eaux des inondations ».

Compte tenu des demandes désespérées d'eau et de nourriture de la part des milliers de personnes attrapées dans le Superdome et au centre des congrès - j'ignore si elles ont déjà été évacuées - qui, bien souvent, n'ont rien mangé ces trois derniers jours, il est très probable que les avertissements de la FDA, au cas où les sinistrés les auraient écoutés, n'aient pas beaucoup d'effets.

J'ai reçu cette dépêche quelques heures avant mon intervention.

C'est pour ça que je viens ratifier notre offre. Nous avons été si fidèles à notre idée que nous ne voulions pas de publicité que trois jours se sont maintenant écoulés et que personne n'est au courant de notre disposition. Tout le monde a dit : « J'ai offert ceci, j'ai offert cela, j'ai offert cinquante mille dollars. » Nous, nous avons offert de sauver des vies, d'en sauver dix, cent, cinq cents, mille, d'aider à la prise de mesures qui peuvent permettre de sauver des dizaines de milliers de vies, ne serait-ce que pour éviter le triste spectacle dont le monde est témoin.

Vont-ils refuser notre coopération à cause de ce qui se passe entre nos deux pays ? Je crois qu'une acceptation de leur part serait utile au monde et serait un bon exemple, non seulement de notre part, mais encore de leur part, parce que ces phénomènes naturels peuvent se répéter.

Des experts étasuniens disaient aujourd'hui qu'un grand cyclone comme celui-ci, encore plus violent, pouvait se répéter d'ici un ou deux mois et frapper les Etats-Unis.

Notre geste est donc sincère, c'est un geste de paix. Il ne cherche pas à nous faire de la pub, il n'est assorti d'aucune condition, la levée du blocus, par exemple, ou quoi que ce soit d'autre. Nous n'avons jamais posé de conditions à personne, nous envoyons le genre d'aide dont nous disposons, car nous ne disposons pas de gros capital financier. Nous assumons les frais de voyage et de carburant. Même pas

besoin d'aller chercher du carburant très loin, il est ici. Les médecins peuvent atterrir sur tel ou tel aéroport, voire sur une base militaire. Ils ne feront pas de déclarations et ne chercheront pas à se faire de la pub, vous pouvez en être sûrs.

La secrétaire d'Etat en personne a affirmé que les USA accepteraient n'importe quelle aide, autrement dit même si elle vient de Mars. Mais notre offre ne vient pas de Mars, elle vient d'une petite île qui est ici à quelques minutes de vol et qui a le droit moral de parler de l'envoi de médecins, ce que tout le monde reconnaît déjà.

Nous ne tenons pas à critiquer, à mettre l'administration étasunienne dans une mauvaise posture, car nous sommes conscients qu'elle vit un moment difficile à cause des fortes critiques qu'elle a essuyées. Nous ne sommes pas ce genre d'hommes politiques - nous allons nous appeler ainsi, au cas où le mot de révolutionnaire ferait peur - qui profitent en opportunistes de situations données pour frapper l'adversaire. Et je tiens à le préciser, car nous sommes animés d'un vrai esprit de coopération.

Et je redis que ce n'est pas la première fois. Nous sommes absolument opposés à toute posture de confrontation avec les USA ou avec leur gouvernement. Je l'ai dit : Faisons une trêve. Et nous ne demandons rien. Qui plus est, nous nous chargeons des médicaments, du transport et de tout le reste.

Je ne sais pas comment ça fonctionne là-bas. J'imagine que des gens, si nos médecins arrivent dans un village, leur offriront quelque chose, de l'eau... Mais nos médecins savent résister à la soif, à la chaleur, à la faim, aux côtés de leurs patients. Nous leur avons parfois envoyé des aliments quand ils étaient à différents endroits, parce que nous nous inquiétons pour eux, et en fait ils les ont donnés à leurs patients.

Nous nous inquiétons parfois de la santé de nos professeurs et quand nous leur envoyions quelque chose, ils le partageaient avec leurs élèves. Les médecins font pareil : d'abord, le patient. Telle est la morale dans laquelle se forment ces médecins. Il ne s'agit pas d'un médecin ou deux, mais de dizaines de milliers maintenant, à l'étranger, et des dizaines de milliers de plus ici.

Voilà quelques jours, nous venons de diplômé mille six cent dix jeunes d'autres pays, qui ont conclu leurs études au terme d'une bonne expérience. De plus, presque deux mille médecins cubains viennent de recevoir leur diplôme, avec une bonne expérience clinique, qui constituent des réserves. Beaucoup de ceux qui sont en mission à l'étranger et ont une bonne expérience sont maintenant en vacances ici. Nous dépêcherions aux endroits les plus touchés essentiellement des médecins dotés d'expérience. Nous les avons déjà choisis. Nous n'attendons donc plus que la réponse. Espérons qu'elle ne tardera pas, pour ne pas perdre une minute.

Toutes les mesures sont prises. Tout est en place : les sacs à dos, les médicaments, les vêtements, parce que notre offre remonte à trois jours. Mais nous ne pouvons pas maintenir ces gens mobilisés tout le temps. Mais nous savons en combien de temps nous pouvons les mobiliser, et nous savons aussi la meilleure façon de faire parvenir en quelques heures des médicaments à tous ces gens dont la télévision nous montre des vues : en douze heures, au petit matin, ces médecins peuvent atterrir sur l'aéroport de Houston, et se rendre ensuite en hélicoptère aux endroits requis, et ce très vite.

Un hélicoptère n'a pas besoin d'une piste d'atterrissage. On lui fournit du carburant là où il se pose et il conduit le personnel médical à n'importe quel endroit. C'est l'idéal. Ou alors ça peut se faire avec un bateau ou une vedette rapide, ou un char amphibie. Des gens de la Garde nationale, des soldats participent à cette tâche. Je suis sûr que tout le monde va coopérer. Ce serait un bon exemple pour le monde que des médecins étasuniens et des médecins cubains, de simples citoyens, aident à sauver des vies dans cette espèce de pause, de trêve.

Ce n'est pas une guerre entre des êtres humains. C'est une guerre pour sauver la vie d'êtres humains, une guerre contre les maladies, contre les calamités qui peuvent se répéter. Et l'une des premières choses que ce monde devrait apprendre, surtout aujourd'hui avec les changements qui se produisent et

les autres phénomènes en cours, c'est à coopérer.

Nos médecins sont allés en Indonésie, à Sri Lanka. Nos médecins sont à Timor Leste, dont des centaines d'élèves viendront bientôt se former ici. Je crois que c'est à l'autre bout du monde, entre l'Indonésie et l'Australie. Voilà quelques semaines, nous y avons envoyé une délégation et j'ai longuement discuté avec elle à son retour. Je connais la situation dans ce domaine. Et nous avons mis au point un programme pour les former : ce pays-là disposera dans quelques années de centaines de médecins, de tous les médecins nécessaires. C'est un pays de langue portugaise, très héroïque, qui a perdu des dizaines de milliers de vies dans sa lutte pour l'indépendance.

Nous n'avions rien dit de tout ça. Et si je me vois contraint de le dire ici aujourd'hui, c'est pour que personne ne doute et que les gens s'ôtent un peu du cerveau tous ces réflexes conditionnés. Parce que ce ne sont pas que des mensonges qu'on inculque dans le cerveau de bien des gens, mais aussi des réflexes conditionnés.

De plus, comme je vous le disais, nous avons de nombreux amis aux Etats-Unis. Et environ deux cents personnalités, des autorités administratives de ces Etats du Sud avec lesquelles nos compagnons ont de bonnes relations, du fait des très nombreuses activités qu'impliquent l'achat, l'embarquement et le transport des denrées alimentaires que nous achetons depuis quatre ans, en payant au comptant, sans une minute de retard et sans un centime de plus ou de moins. Des rapports vraiment bons se sont donc noués, des rapports de confiance. Nous avons adressé nos condoléances à toutes ces autorités qui ont très bien réagi et nous en ont remercié. Nous les avons aussi informées de notre offre aux plus hautes autorités des Etats-Unis, en précisant que nous voulions agir avec discrétion.

Elles doivent bien le savoir, et en être témoins. Il ne s'agit pas ici de discuter ou de polémiquer. Nous ne demandons à personne de faire son autocritique et nous ne critiquons personne. Nous proposons quelque chose de vraiment très constructif et qui nous semble juste, des actions pratiques concrètes, immédiates : nos cent premiers médecins peuvent être là-bas en quelques heures, dès sept heures du matin, tandis que les autres pourraient arriver vers midi, un autre groupe de cinq cents arriverait dans l'après-midi, et autant le dimanche.

La Mission Miracle a permis d'opérer à ce jour de la cataracte et d'autres affections oculaires 64 637 patients vénézuéliens et caribéens, à un rythme de 1 560 par jour. Calculez donc combien il faut d'allers et retours d'avions pour opérer tant de malades. Nous pouvons compter ici sur un bon nombre d'intensivistes, et si les Etats-Unis en ont besoin dans certains hôpitaux à cause du cyclone, nous pouvons aussi les envoyer.

Les Etats-Unis comptent de nombreux médecins et de nombreuses ressources, mais ils doivent faire face à une situation spécifique dans une région spécifique pour un problème spécifique. Ce n'est pas là un déshonneur. Je suis convaincu en tout cas qu'il est très difficile là-bas de dépêcher tout le personnel nécessaire aux gens du Sud qui en ont besoin en douze ou vingt-quatre heures. Un médecin pour des situations extrêmes, un clinicien formé à ces tâches ne s'improvise pas, pas plus que vous ne trouvez facilement des gens prêts à aller n'importe où. Pour Cuba, en revanche, ce n'est pas une expérience nouvelle, ce n'est pas la première fois.

Voilà ce que je voulais dire. Plus de deux cents personnes sont au courant, et je leur ai dit à toutes que nous avons averti les autorités de Washington et que nous voulions de la discrétion. Les autres peuvent juger s'il a été correct ou non de vous demander de me laisser quelques minutes pour l'expliquer, pour m'adresser au peuple étasunien et pour répondre à ceux qui pensent que nous sommes vindicatifs et que nous ne voulons pas aider les Etats-Unis à cause de nos différends. Nous ne demandons rien, je le répète !

De fait, nous n'avons besoin de rien. Des médicaments, en revanche, oui, autant qu'ils veulent. Des équipements pour sauver et soigner des Etatsuniens, aussi. Et s'ils ont besoin de plus de médecins, s'ils en veulent mille, ou cinq mille, nous les avons, nous savons où ils sont, nous savons où sont les

spécialistes en rayons X, en échographie, en endoscopie, des spécialistes de nombreuses maladies. Vous pouvez avoir de nombreux équipements, certes, mais si vous n'avez pas les gens capables de les utiliser avec la rapidité requise, à quoi bon ? C'est tout ce que j'ai à dire.

J'exprime par là la bonne volonté de notre peuple, les sentiments amicaux qu'il a toujours éprouvés envers le peuple étasunien, comme il l'a montré durant quarante-six ans. Cuba est l'un des rares pays au monde où l'on n'a jamais brûlé un drapeau étasunien, où l'on n'offense jamais un Etasunien. Voilà notre aval. Et nous savons gré au peuple étasunien d'avoir soutenu le retour du petit Elián, nous lui savons gré de soutenir en nombre croissant que justice soit faite envers nos cinq compagnons, et nous espérons pouvoir un jour nouer avec lui des liens d'amitié, pas seulement pour nous aider mutuellement, mais surtout, et fondamentalement, pour aider d'autres gens.

L'administration et le Congrès des Etats-Unis ont dégagé quinze milliards de dollars pour lutter contre le sida, mais l'argent ne règle pas le problème en Afrique si vous n'avez pas de médecins dans les villages. Et ces médecins n'existent tout simplement pas ! En revanche, nous les avons, nous, et nous en aurons toujours plus, par dizaines de milliers.

Les Caraïbes vont disposer de milliers de médecins. Nous allons les aider à les former, tout en ayant préparé des centaines ici, qui parlent couramment anglais.

L'Amérique centrale en disposera aussi. Elle en a déjà. Nous sommes toute une famille. Le monde a besoin de médecins qui exercent à ces endroits-là.

Et s'il faut des équipements pour soutenir d'urgence les personnes touchées, Cuba en dispose dans ses entrepôts et qui sont exactement les mêmes que ceux que nous avons acquis pour nos propres programmes. Il existe toujours une réserve tandis que nous construisons. Nous n'allons pas les retirer de nos institutions de santé. Il s'agit d'équipements destinés à d'autres points qu'on peut remplacer en quelques semaines.

Nous avons aussi averti les autorités de Washington de cette intervention qui visait, non à la confrontation, mais à une réitération de notre offre. On en a informé à cinq heures la Section des intérêts d'ici et les autorités à Washington. Ils étaient donc au courant et savaient dans quel esprit j'allais me présenter.

Si seulement nous pouvions tous tirer une leçon utile et profitable de cette tragédie colossale et triste !

Il me semble Randy, compañeros et compatriotes, que je n'ai. Plus rien à ajouter.

Versiones Taquigráficas

---

**Source URL:** <http://www.comandanteenjefe.org/fr/discursos/le-president-fidel-castro-reitere-son-offre-daide-medicale-au-peuple-etasunien-au-cours-de?width=600&height=600>

## Liens

[1] <http://www.comandanteenjefe.org/fr/discursos/le-president-fidel-castro-reitere-son-offre-daide-medicale-au-peuple-etasunien-au-cours-de>